

**Entretien des espaces verts site universitaire des Portes du Jura à
Montbéliard**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Accord-cadre passé selon une procédure adaptée, conformément aux articles L.2123-1, R2123-1, R 2123-4 à R2123-7 du Code la commande publique.

Numéro de référence du marché : 2020_MAPA_EspVertsNordFC_UFC

Sommaire

Article 1- Préambule

Article 2- Obligations générales

Article 3- Protection de l'environnement et gestion des déchets

Article 4- Conditions générales d'exécution des prestations

Article 5- Contenu des prestations de l'accord-cadre

5-1- Prestations récurrentes annuelles d'entretien des espaces verts

5-2- Etat des lieux

5-3- Tâches et Prestations à la charge du titulaire

Article 6- Définition des prestations de l'accord-cadre

6-1- Tonte des pelouses

6-2- Taille des haies, arbustes, arbres d'ornement, buissons, plantes isolées, rosiers

6-3- Nettoyage des voies d'accès, des parkings, des circulations piétonnes, désherbage, balayage et ramassage des feuilles mortes

6-4- Entretien des massifs floraux et des bacs à fleurs

6-5- Élagage des arbres

6-6- Fourniture de végétaux

6-7 Autres prestations récurrentes spécifiques au site ou contraintes particulières

Article 7- Délais d'intervention des prestations

Article 8- Sécurité et assurance

Article 9- Suivi des prestations

9-1- Planning d'intervention

9-2- Exécution des prestations

9-3- Suivi des prestations

Article 10- Secret professionnel

ARTICLE 1- PRÉAMBULE :

La présente consultation concerne l'entretien des espaces verts du campus universitaire des Portes du Jura à Montbéliard (voir plan masse + plans de zonage Portes du Jura Sud).

L'accord cadre ne comporte qu'un lot

Le marché comprend :

Des **prestations récurrentes** d'entretien des espaces verts, qui font l'objet d'un bon de commande regroupant un nombre minimal d'interventions au **cours d'une année**, établi d'après les besoins exprimés dans la fiche de recensement par site.

La **fourniture de végétaux et matériels divers**, par application d'un taux de remise sur les tarifs publics du titulaire, lorsque cette fourniture n'est pas directement prévue dans les prestations récurrentes.

Chaque service rejoint l'accord-cadre à l'échéance de son contrat actuel. La date d'entrée dans le marché est mentionnée, à titre indicatif, dans la fiche de recensement établie pour chaque site.

La liste des services adhérents figure dans l'annexe du CCAP.

Les espaces verts à traiter pour chaque site et les fréquences minimales d'intervention sont décrits dans les fiches de recensement par site. Ces inventaires n'ont qu'une **valeur indicative**.

ARTICLE 2- OBLIGATIONS GÉNÉRALES :

Préalablement à la remise de son offre, chaque entreprise est tenue de visiter **les sites** des différents services, pour s'assurer que l'inventaire communiqué est complet, et pour lui permettre de prendre connaissance des spécificités et contraintes potentielles d'intervention.

Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les sites pour ne pas exécuter tout ou partie des prestations récurrentes ou occasionnelles commandées par les services bénéficiaires.

En conséquence, aucune prestation supplémentaire ne peut être revendiquée, sauf erreur de nature à entraîner une modification de +10% du montant annuel hors taxes de la prestation forfaitaire.

ARTICLE 3- PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET GESTION DES DÉCHETS :

Les produits doivent être conformes à la législation en vigueur relative à la protection de l'environnement.

Conformément à la loi n°2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires, il est interdit, depuis le 1^{er} janvier 2017, d'utiliser les produits phytopharmaceutiques mentionnés à l'article L253-1 du code rural et de la pêche maritime, dans les lieux ouverts ou accessibles au public.

Le titulaire doit se conformer à l'objectif « **zéro pesticide** » pour les prestations de cet accord-cadre. Les produits de bio-contrôle qualifiés à faible risque ou dont l'usage est autorisé dans l'agriculture biologique peuvent être utilisés.

Il est interdit de brûler des déchets sur les sites.

Les déchets de végétaux produits sur site font l'objet, soit d'une réutilisation sur site (mais uniquement suite à l'accord du service bénéficiaire), soit d'une valorisation (compostage ou méthanisation) dans un centre de compostage ou dans un centre de traitement agréé.

Le coût de l'élimination des déchets est inclus dans les prix des prestations.

L'obligation légale de valorisation des biodéchets au-delà du seuil fixé par l'arrêté du 12 juillet 2011 (seuils définis à l'article R.543-225 du code de l'environnement) est rappelée au titulaire.

D'une manière générale, le titulaire s'engage et garantit une gestion des déchets (verts ou déchets de type « *ordures ménagères* » abandonnés et ramassés sur les sites) parfaitement conforme à la réglementation et au plan départemental de gestion des déchets.

L'administration pourra exiger la traçabilité, de la part du titulaire, des déchets résultant de l'exécution des prestations d'entretien des espaces verts. Dans ce cas, le titulaire présentera les bons de dépôt en déchetterie ou les justificatifs de traitement en centre de traitement agréé, si besoin.

ARTICLE 4- CONDITIONS GENERALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS :

Les obligations générales, les obligations du titulaire vis-à-vis de son personnel et le plan de prévention sont évoqués à l'article 7.3 du C.C.A.P.

Le titulaire veille aussi à respecter les conditions suivantes :

- exécuter les prestations de manière à entraîner le moins de gêne possible pour les services bénéficiaires et pour les usagers. L'entreprise devra la protection des vitrages situés en partie basse des locaux afin d'empêcher toute casse de vitrages notamment par projection de cailloux
- adapter le nombre ainsi que le gabarit des véhicules et des outils en fonction des prestations à exécuter et des contraintes d'intervention du site ;
- utiliser du matériel homologué, en bon état de fonctionnement et satisfaisant aux contrôles requis, le titulaire fournira une liste détaillée des matériels dédiés à la prestation objet du présent marché ;
- engager du personnel qualifié pour les prestations attendues, le titulaire fournira une liste détaillée des personnels dédiés à la prestation objet du présent marché indiquant leurs titres et qualifications (CV, qualibats et permis) ;
- se conformer aux contraintes horaires et aux jours d'intervention mentionnés dans les fiches de recensement des besoins ou prescrits par les services bénéficiaires dans les bons de commande
- s'engager à proposer, pour validation, au correspondant de site, au plus tard, à l'expiration d'un délai **d'un mois** à compter du début d'exécution de l'accord-cadre ou de la date de notification de l'accord-cadre si celle-ci intervient postérieurement un planning annuel d'intervention
- mettre à jour le planning d'intervention annuel suite à chaque modification sollicitée par le service bénéficiaire.

ARTICLE 5- CONTENU DES PRESTATIONS DE L'ACCORD CADRE :

Le présent accord-cadre a pour but principal de favoriser un entretien des espaces verts limitant le nombre des interventions, interdisant le recours, dans les lieux ouverts ou accessibles au public, aux produits phytopharmaceutiques (cf article 3 du présent CCTP), respectant le «**zéro pesticide**», favorisant la biodiversité, et limitant la consommation d'eau, tout en veillant au maintien de l'aspect visuel des sites.

Par ailleurs, cet accord-cadre a également pour objectif une rationalisation des coûts de gestion des espaces verts.

Le titulaire veillera à respecter ces objectifs et à exercer ses prestations dans les règles de l'art.

Les prestations d'entretien récurrentes des espaces verts faisant l'objet de cet accord-cadre sont décrites dans les fiches de recensement établies pour chaque site. Ces fiches détaillent notamment :

- la nature des prestations à effectuer
- le nombre minimal d'interventions pour les prestations récurrentes
- les surfaces à traiter (chiffrage au m2)
- le nombre et la catégorie des végétaux à tailler ou à élaguer (chiffrage au m2)
- la date prévisionnelle d'entrée dans le marché
- les coordonnées du correspondant de site

Les modifications de contrat faisant suite à des ajouts ou à des retraits de site sont évoquées aux articles 14-1 et 14-2 du C.C.A.P.

Article 5-1- Prestations récurrentes annuelles d'entretien des espaces verts :

Les prestations récurrentes d'entretien des espaces verts sont généralement les suivantes (la liste est susceptible de varier d'un site à l'autre, elle n'est donc pas exhaustive) :

- la tonte des pelouses comprenant le nettoyage des abords et l'évacuation des résidus
- la taille des haies et l'évacuation des résidus
- la taille des arbustes, arbres d'ornement, buissons, plantes isolées et l'évacuation des résidus
- le nettoyage, le désherbage, le balayage et le ramassage des feuilles mortes, le nettoyage des voies piétonnes
- d'autres prestations récurrentes spécifiques au site ainsi que les contraintes éventuelles d'intervention.

Article 5-2- Etat des lieux

Il est procédé chaque année à un état des lieux en début et en fin de saison.

Cet état des lieux comparatif détermine les déficiences nouvelles et éventuellement les améliorations apportées aux espaces verts.

Le premier état des lieux est effectué dans les quinze jours suivant la notification du marché.

Article 5-3- Tâches et Prestations à la charge du titulaire

Les prestations comprendront implicitement :

- La mise en place de protections, leur enlèvement et le nettoyage des lieux et des abords,
- L'évacuation en filière spécialisée de son choix,
- La mise en place et la location de bennes et toutes autres prestations et fournitures nécessaires à l'exécution des travaux
- Lorsque des travaux sont susceptibles d'impacter les réseaux souterrains ou aériens, notamment l'abattage d'arbres, le dessouchement ou la plantation, l'entreprise sera tenue au dépôt de la déclaration d'intention de commencer des travaux (DICT).
- Si une coupure d'eau est nécessaire pour l'exécution des travaux, l'entreprise doit les démarches auprès des gestionnaires.

Le titulaire devra également assurer une communication efficace sur les points suivants :

- L'entreprise titulaire devra impérativement informer la DPI (Direction du patrimoine de l'Université) et les correspondants de site quelques jours avant chaque intervention. En cas d'absence d'information, ou si les conditions d'intervention ne sont pas réunies, l'entreprise ne pourra pas intervenir et devra en assumer les conséquences.

- A l'issue de chaque intervention globale (tontes, tailles particulièrement), le titulaire fournira un Compte Rendu d'intervention à l'adresse électronique suivante : patrimoine@univ-fcomte.fr
- Dès qu'il constate que l'état des végétaux et plus particulièrement des arbres présente un risque particulier pour les personnes ou les biens ou est susceptible d'en présenter un (chute de l'arbre, de branches, etc. ...), le titulaire en informe immédiatement le service concerné par écrit (avec copie à la DPI) en précisant la nature du danger, le type d'intervention recommandée et en donnant une estimation de l'urgence de l'intervention.

ARTICLE 6- DÉFINITION DES PRESTATIONS DE L'ACCORD CADRE :

Article 6-1- Tonte des pelouses :

Les prestations de tonte ou de fauchage comprennent :

- un nettoyage préalable : ramassage des papiers et des déchets avec tri sélectif, pour éviter leur éparpillement
- si cela s'avère nécessaire, et, en accord avec le correspondant de site, la scarification des zones où la mousse est développée et l'enlèvement des espèces indésirables sans utilisation de produits phytosanitaires.
- l'utilisation de matériel adapté pour répondre aux contraintes spécifiques mentionnées dans les fiches de recensement par site et particulièrement pour les finitions aux abords des massifs, des pieds d'arbres etc...
- hauteur de coupe : 5 cm au mini et 10 cm au maximum et suivant les préconisations du correspondant de site
- la sauvegarde de la biodiversité, de la flore et de la faune : tonte de l'intérieur vers l'extérieur, éviter de tondre sur un sol détrempé. **Le titulaire se conformera au nombre minimum d'interventions mentionnées dans les fiches de recensement des sites.** Pour information, les services bénéficiaires sont invités, dans le cadre du plan État exemplaire, à privilégier la période du 15 avril au 15 octobre pour réaliser les tontes.
- la régularité de la coupe : après la réalisation de la prestation, la pelouse ne laissera apparaître aucune traînée, aucune irrégularité.
- l'évacuation et la valorisation des déchets **le jour même** de la tonte ou du fauchage, sauf si le mulching a été demandé par le service bénéficiaire dans la fiche de recensement des besoins ou bien dans le bon de commande

Tout amendement ou support de culture est issu de produits biologiques excluant tout produit de synthèse.

Article 6-2- Taille des haies, des arbustes, arbres d'ornement, buissons, plantes isolées, rosiers :

Article 6-2-1- Entretien des massifs et buissons :

La prestation comprend principalement :

- l'enlèvement des végétaux morts, des déchets de toute nature et des espèces indésirables (pousses d'érables, ronces...)
- la taille des buissons suivant les exigences propres à chaque espèce et suivant leur localisation, **de préférence en dehors de la période du 1^{er} avril au 31 juillet** pour respecter la nidification des oiseaux.
- la découpe des bordures de gazon en suivant le tracé des massifs
- le binage et le désherbage des massifs : le désherbage doit être effectué selon un procédé respectueux de l'environnement (manuel, mécanique, thermique). Des mesures préventives

(couverture du sol par des végétaux couvre-sol ou un paillage) sont privilégiées afin d'éviter au maximum le désherbage.

Tout amendement ou support de culture est issu de produits biologiques excluant tout produit de synthèse

Article 6-2-2- Entretien des haies :

Tous les travaux de taille des haies **sont réalisés de préférence à l'automne.**

Les haies sont taillées une à deux fois par an, sur leurs 3 ou 4 faces, ***selon la périodicité exprimée par chaque service bénéficiaire dans la fiche de recensement par site.***

Le matériel utilisé est adapté de manière à ne pas créer des blessures aux végétaux.

Les déchets de taille sont, si possible et sauf mention contraire exprimée dans la fiche de recensement par site ou dans le bon de commande, broyés et réutilisés sur le site comme paillage des massifs ou au pied des arbres (sauf en cas de maladie).

En cas de présence de la pyrale du buis constatée lors des interventions, le titulaire en informe **immédiatement** le service bénéficiaire. En outre, le prestataire doit proposer des moyens de prévention et de lutte respectueux de l'environnement.

Article 6-2-3- Taille des arbustes et des arbres d'ornement :

L'objectif de la taille des arbres et des arbustes est de contrôler le développement végétal et de préparer la floraison future.

Les tailles sont effectuées de préférence **en dehors de la période du 1^{er} avril au 31 juillet**, de novembre à mars (hors période de gel) ou après la floraison pour les arbustes et arbres à floraison hivernale ou printanière.

Cette prestation consiste principalement à enlever le bois mort, à couper les branches qui gênent la circulation piétonne et automobile de façon notamment à faciliter les opérations de tonte et d'entretien au pied de l'arbre. Le titulaire veille à ne pas créer des blessures aux végétaux, à effectuer un binage autour des jeunes arbres et un bâchage en hiver, à respecter le port initial de l'arbre ou de l'arbuste ainsi que ses ramifications. Il veille aussi à maintenir en bon état les accessoires de plantation comme les drains, les tuteurs, les colliers ...

Pour l'entretien des jardins à la française, le titulaire privilégie la taille en petites surfaces tout en respectant la forme d'origine et en égalisant parfaitement.

Les déchets de taille sont, si possible, et sauf mention contraire dans la fiche de recensement par site ou dans le bon de commande, broyés et réutilisés sur le site comme paillage des massifs ou au pied des arbres (sauf en cas de maladie). Dans le cas où la quantité est faible ou dans le cas d'un matériel inadapté, l'évacuation par le prestataire est réalisée **le jour même.**

Article 6-2-4- Taille des rosiers, lavande et romarin :

Les rosiers sont taillés deux fois dans l'année : une taille de propreté avant l'hiver et une taille de formation en mars, suivant les exigences de chaque variété.

La lavande nécessitera une taille à l'issue de la floraison pour conserver la forme du pied (fin été) et une taille en mars pour supprimer les vieilles branches.

Le romarin fera l'objet de tailles d'entretien en mars-avril à l'issue de la floraison et en octobre-novembre.

Article 6-3- Nettoyage des voies d'accès, des parkings, des circulations piétonnes, désherbage, balayage et ramassage des feuilles mortes :

Ces prestations sont réalisées selon la fréquence et selon les spécifications indiquées par chaque service bénéficiaire dans la ***fiche de recensement par site.***

Article 6-3-1- Nettoyage des voies d'accès, des parkings et des circulations piétonnes :

Le titulaire se doit de nettoyer les voies d'accès, les parkings et circulations piétonnes à l'issue des opérations.

La prestation peut être réalisée avec un nettoyeur à haute pression ou équivalent, selon la demande du service bénéficiaire.

Le titulaire devra prendre en considération le fait que certains sites ne disposent pas de robinet extérieur. L'Université fournira l'eau au titulaire.

La prestation comprend l'enlèvement de tous les déchets (mégots, papiers ...).

Les déchets verts sont réutilisés sur site, sauf en cas de refus du service bénéficiaire. Dans ce cas, ils sont enlevés **le jour même** et valorisés.

Le titulaire veillera au nettoyage des regards de ruissellement.

Article 6-3-2- Désherbage :

Le désherbage est respectueux de l'environnement. Il est donc manuel, mécanique, thermique, à l'eau chaude.

Sur les dalles en béton 50 x 50 cm, il consiste à traiter les joints entre dalles et au raccord avec les bâtiments.

Sur les allées de circulation (voies pompiers), il consiste à traiter le bord de chaussée au raccord avec la bordure de chaussée, sur une bande de largeur 20 cm et entre les dalles si existantes et entre le mobilier urbain.

Article 6-3-3- Balayage et ramassage des feuilles mortes :

La prestation comprend le ramassage des feuilles mortes et des divers débris végétaux sur l'ensemble des surfaces entretenues et leurs abords.

Les feuilles mortes sont réutilisées sur site, sauf en cas de refus du service bénéficiaire et en cas de maladie. Sinon, elles sont enlevées le jour même et valorisées. Aucun dépôt ne peut être fait dans les allées.

Le dernier ramassage est effectué après la chute complète des feuilles et achevé avant la fin du mois de décembre.

Le matériel utilisé est adapté. Si la quantité de feuilles à ramasser est faible, le ratissage manuel est privilégié.

Article 6-4-Entretien des massifs floraux et des bacs à fleurs :

Le titulaire peut être amené à procéder à l'entretien des massifs floraux et des bacs à fleurs dans certains sites, selon les conditions exprimées par les services bénéficiaires dans les fiches de recensement des besoins par site.

Le prestataire veille au bon état des végétaux.

Les déchets sont réutilisés sur site ou font l'objet d'une valorisation, selon la demande du service bénéficiaire. Les déchets sont évacués ou traités **le jour même**.

Cette prestation comprendra l'arrachage des plants tels que lavande et romarin, lorsque ceux-ci doivent être remplacés cf article fourniture de végétaux.

Article 6-5- Élagage des arbres :

Le titulaire met tous les moyens en oeuvre afin de réaliser cette prestation dans le délai fixé par le bon de commande : recours à du personnel qualifié pour ce type d'intervention, mise à disposition de tout le matériel nécessaire et déploiement des dispositifs de sécurité adéquats.

Les élagages sont adaptés en fonction de chaque espèce, selon les règles de l'art et respectent les principes de la taille douce dont voici quelques exemples :

- respect du port initial de l'arbre
- suppression entière des branches sans laisser de chicot et sans abîmer l'écorce de l'arbre

- enlèvement complet d'une branche ou d'un rameau ou conservation intégrale

Le titulaire veille à ne pas procéder à des élagages aux périodes suivantes, sauf en cas d'urgence avérée :

- en période de gel
- au printemps, lors de la montée de la sève
- en été, lors des périodes de sécheresse
- en début d'automne (reconstitution par l'arbre de ses réserves)

Les déchets issus de l'élagage sont ramassés tous les jours. Ils sont, soit évacués en centre de compostage, soit broyés et utilisés en paillage sur place mais uniquement avec l'accord préalable du service bénéficiaire.

Par ailleurs, en cas d'urgence, le titulaire doit être en mesure d'intervenir rapidement pour élaguer ou pour abattre un arbre.

Article 6-6-Fourniture de végétaux :

La commande de végétaux et de matériel divers est réalisée suite à la demande du service bénéficiaire sur la base d'un devis rédigé par le titulaire qui applique un taux de remise contractuel, fixé dans l'acte d'engagement, sur ses tarifs publics.

Pour le choix des espèces, le titulaire respecte les critères suivants :

- espèces locales, adaptées au sol et au climat (exemple du label Végétal local)
- privilégier les espèces vivaces par rapport aux espèces annuelles, sauf si ces dernières se ressèment facilement ou s'il s'agit d'engrais vert
- privilégier les espèces mellifères (plante dont le nectar est récolté par les abeilles pour fabriquer le miel)
- éviter les espèces allergisantes
- privilégier les espèces demandant peu d'entretien (peu de besoin en fertilisation, en arrosage), avec un faible développement, ou dont la fréquence d'intervention est adaptée au lieu de plantation et à son accessibilité
- mettre en place un paillage sur une épaisseur minimale de 7 cm
- pour les arbres, prendre en compte leur développement naturel dans le choix de l'implantation (distance par rapport aux bâtiments et aux autres arbres).

Les arbres sont plantés de fin novembre à mars, hors période de gel. Ils sont protégés et paillés. Les tuteurs en ligne sont vérifiés régulièrement et remplacés si besoin. Quant aux liens, ils sont desserrés régulièrement pour ne pas abîmer le tronc de l'arbre. La fourniture d'arbre et d'arbustes comprend aussi, sauf refus du service bénéficiaire manifesté à la commande, d'un entretien particulier pendant les 3 ans suivants la plantation.

En ce qui concerne la fourniture de gazon, elle comprend un mélange d'espèces résistantes et demandant un entretien raisonné (ex : ray-grass, pâturin des prés, fétuque élevée). Des plantes couvre-sol peuvent compléter les zones sèches ou les zones ombragées (aux pieds des arbres).

Article 6-7 Autres prestations récurrentes spécifiques au site ou contraintes particulières

Prestations d'abattage arbres :

Les arbres désignés sur plan et/ou marqués au tronc (martelage et marquage peinture effectués préalablement par le donneur d'ordre) seront respectivement abattus, ou démontés si la configuration du chantier l'impose. L'abattage sera effectué avec toutes les précautions d'usage, par des moyens manuels ou mécaniques nécessaires (Nacelle, grue...) y compris avec rétention si nécessaire suivant les contraintes du site selon les prescriptions préalables du Maître d'œuvre.

L'utilisation d'engins sera à la charge de l'entreprise.

Un balisage de la voirie sera effectué si nécessaire et mentionné dans le plan de prévention.

Toutes les mesures de précautions devront être prises afin de ne pas endommager le patrimoine végétal, minéral (revêtement, bitume...), bâtiment et autre, devant être conservé.

En fonction de la demande du donneur d'ordre, la prestation pourra être réalisée avec ou sans évacuation des déchets.

Le prix de la prestation comprend :

- Le débit
- Le broyage des rémanents
- L'évacuation vers un dépôt désigné.
- Les souches seront laissées, soit au ras du sol, soit à 1 m du sol comme indiqué sur le bon de commande

Le brûlage reste interdit dans tous les cas.

Ce bois pourra faire l'objet d'une valorisation, par le titulaire du marché.

Dessouchage par rognage :

Le rognage de souche consiste à détruire la souche en utilisant une rogneuse avec tambour à axe horizontal.

La prestation comprend :

- La mise en place de chantier
- La découpe éventuelle du revêtement
- Le rognage avec ou sans évacuation des rémanents en fonction de la demande du donneur d'ordre
- Le rebouchage de trou sur demande du donneur d'ordre
- Le nettoyage du site

L'utilisation de carotteuse est proscrite. Le rognage sera donc réalisé par le titulaire du marché par tout moyen qu'il jugera nécessaire (hors carotteuse) et adapté au site (contrainte d'accès notamment).

Le diamètre de la souche sera pris en compte et répercuté dans le prix de la prestation en effectuant la distinction suivante : de 0 à 40cm de diamètre, de 40cm et + de diamètre.

La souche est grignotée sur une profondeur d'au moins 25 cm. Les racines apparentes en surfaces sont également détruites.

Les résidus de rognages sont en fonction du cas de figure, soit laissés sur place et regroupés à l'emplacement de la souche, soit évacués en totalité avec rebouchage du trou. Cette distinction sera répertoriée dans le prix de la prestation.

Afin de garantir la sécurisation du site après rognage les trous peuvent, sur demande du donneur d'ordre, être rebouchés en continuité avec les travaux de rognage.

Le rebouchage pourra être effectué par de la terre végétale ou du tout-venant. Dans le cas du rebouchage avec du tout-venant, un compactage sera réalisé par couche de 20 cm jusqu'au niveau zéro. Cette distinction sera répertoriée dans le prix de la prestation.

ARTICLE 7- DÉLAIS D'INTERVENTION DES PRESTATIONS :

Les prestations récurrentes sont exécutées conformément au planning prévisionnel annuel, défini conjointement entre le titulaire et le service bénéficiaire (cf articles 4 et 9 du CCTP).

Les prestations supplémentaires sont exécutées dans les délais prévus par le bon de commande émis à la survenance du besoin.

ARTICLE 8- SÉCURITÉ ET ASSURANCE :

Certaines dispositions sont précisées aux articles 7-2-1, 7-2-2, 7-2-4, 9-3 du CCAP.

Le titulaire met en place les mesures de sécurité nécessaires pour éviter tout accident notamment ceux liés au trafic routier et au passage des piétons.

En outre, il prend toutes les mesures pour gêner le moins possible les usagers et les riverains, lors de chacune de ses interventions.

ARTICLE 9- SUIVI DES PRESTATIONS :

Article 9-1- Planning d'intervention :

Au plus tard, à l'expiration d'un délai **d'un mois** à compter du début d'exécution de l'accord-cadre ou de la date de notification de l'accord-cadre si celle-ci intervient postérieurement, le titulaire propose, pour validation, au correspondant de site, un planning d'intervention annuel intégrant les prestations minimales prévues dans la fiche de recensement.

Ce planning est mis à jour après toute modification sollicitée par le service bénéficiaire (cf article 4 du présent CCTP). Une copie est adressée au correspondant de site.

Le titulaire s'engage à respecter ce planning ainsi que les prestations définies dans chaque fiche de recensement des besoins.

Article 9-2- Exécution des prestations :

Le titulaire respecte les horaires mentionnés par le service bénéficiaire dans la fiche de recensement par site ou les horaires qui lui sont communiqués par l'administration dans le bon de commande ou par tout autre moyen.

En l'absence de toute indication, le titulaire intervient du lundi au vendredi, entre 6 heures et 19 heures.

Article 9-3- Suivi des prestations :

Les modalités de contrôle des prestations sont prévues à l'article 12-2 du CCAP.

ARTICLE 10- SECRET PROFESSIONNEL :

Tous les personnels du titulaire sont tenus au secret professionnel par rapport aux informations auxquelles ils ont accès dans le cadre du présent accord-cadre et lors de l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses salariés.

Par ailleurs, le titulaire a l'interdiction de procéder à une publication relative à sa mission, sans avoir obtenu préalablement l'accord de l'administration.